



SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 68 • juillet- septembre 2012

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082



Frans Masereel, *The Sun*, 1919



Comment sortir du nouveau désordre mondial ?

Par Arnaud Zacharie (secrétaire général du CNC),
Conférence et souper à l'Aquilone

Le mercredi 20 juin dès 19h



Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
Rue du Beau Mur, 48
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
info@liege.attac.be
www.local.attac.org/liege

Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 1,25 euros/deux mois*)
- 15 euros pour les actifs ou 1,25 euros par mois*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

Compte IBAN n°

BE70 0013 3246 2425

* si vous optez pour l'ordre permanent

Urgence, oui, si tangible parfois qu'elle accule au suicide, cette ultime révolte solitaire. Pourtant pour beaucoup d'entre nous, encore bien loin de nous toucher au vif.

Engrenages

Urgence ? Objectivement, oui. C'est un peu comme un étai qui se resserre, un piège absurde qui étrangle l'avenir et étouffe le présent. Les mécanismes sont connus – diminution de la part de la plus-value qui revient au travail, appauvrissement relatif alors que la production de biens ne cesse de croître, recours au crédit ; dans le même temps, déréglementation des opérations financières, montages de plus en plus fous⁽¹⁾... Résultat : crac boum, grosse crise financière, intervention des états, rhétorique de la reprise en main : des règles allaient être à nouveau imposées, les paradis fiscaux mis hors la loi, des taxes sur les transactions financières instaurées partout dans le monde. Des mots. Les banques, renflouées, ont aussitôt spéculé... contre les états. Quatre ans plus tard, les banques sont à nouveau dans la mouise, et les états aussi : crise de la dette publique (ou de la dette souveraine), nous dit-on maintenant, en montrant du doigt le coût de la sécurité sociale et de toutes ces mesures âprement gagnées et désormais remises en cause (l'âge et le montant de la pension, les allocations de chômage, la gratuité des soins de santé, le financement de la culture...), comme si là était le problème !

Complot ? Plutôt connivences de fait (les portes tambours entre la finance et l'industrie, la politique et les médias, ça tourne rond, et il est bon de s'informer sur qui est qui, et qui fait quoi⁽²⁾), absence tragique de perspicacité à moyen terme, voire d'un minimum de bon sens. Ceci dans un contexte d'emprise médiatique qui tend à paralyser tout raisonnement.⁽³⁾ À cet égard, inquiétons-nous de ce qui se passe dans le monde universitaire et saluons la lutte des étudiants

québécois contre la hausse du coût des études⁽⁴⁾.

Grains de sable

Urgence donc à dénoncer les «réformes structurelles» qui se trament un peu partout : un réseau de mesures anti-sociales qui mettent en place, avec quelques années de décalage, les recommandations de la stratégie de Lisbonne ; la «crise» a bon dos, qui permet de faire croire que la rigueur est inévitable⁽⁵⁾. Oui, au contraire, à un audit des dettes : l'examen des conditions dans lesquelles elles ont été contractées et à qui elles profitent, débouchant éventuellement, si elles s'avèrent illégitimes, sur leur dénonciation. C'est ce que réclame un mouvement qui se structure au niveau international : le réseau international des collectifs pour l'audit citoyen, (ICAN-International Citizen debt Audit Network, dont nous reproduisons l'appel). Il se développe dans la foulée de mouvements de protestation divers, qui tantôt s'appellent *Occupy Wall Street* ou *Occupy the square*, tantôt *Indignados* ou encore *Aganaktismeni*, dont le plus petit commun dénominateur est la révolte contre l'injustice sociale et la dénonciation d'une «démocratie représentative» qui représente en fait bien davantage les intérêts du 1% qui continue à s'enrichir que des 99% qui se font plumer.

C'est aussi à l'échelle de l'Union européenne que s'élaborent ces politiques suicidaires (voir le rappel sur le mécanisme européen de stabilité et le «pacte budgétaire»).

Ombres portées

Urgence d'une prise de conscience que la droite extrême, la droite fascisante, la droite portée par la peur et porteuse de haine et d'exclusion progresse partout en Europe : le score électoral d'«Aube dorée» en Grèce et les presque 18% de bleu marine en France n'en sont que les dernières manifestations. Il faudra plus que des «nuits blanches contre listes noires» pour en prendre la mesure et trouver comment rendre espoir dans la voie de la solidarité.



Transitions

Urgence aussi pour l'avenir de l'existence humaine sur notre bonne vieille terre. Le rendez-vous Rio+20, en ce mois de juin 2012, sera une occasion de plus de faire ronronner la machine aux fausses solutions sur les pentes savonneuses du capitalisme vert. Le mouvement pour une transition vers une économie à faible émission de gaz à effet de serre et à faible consommation de ressources fossiles gagne de l'ampleur. L'article sur le film «Culture en transition» s'en fait l'écho. L'eau potable est une ressource précieuse, qui exige une gestion publique responsable – nous y avons consacré une journée fin avril et nous vous invitons à signer les initiatives ci-

toyennes européennes, dès à présent celle de l'EPSU (la fédération européenne des syndicats des services publics⁽⁶⁾) et bientôt celle de l'IERPE (institut européen de recherches sur la politique de l'eau).

Quelques rendez-vous

Fallait-il Fukushima pour se dire que l'utilisation de la fission de noyaux d'uranium («énergie nucléaire») est singulièrement dangereuse ? Nous y consacrerons une journée le samedi 17 novembre.

Urgence à faire appliquer la lutte contre la fraude fiscale, à mettre en place une fiscalité équitable au niveau de l'Union européenne.

Comment sortir du nouveau désordre mondial ? C'est la question à laquelle Arnaud Zacha-

rie, secrétaire général du CNCD, tentera d'apporter une réponse lors de notre soirée conviviale à l'Aquilone, le 20 juin.

C'est à l'échelle de l'Union européenne que s'élaborent ces politiques suicidaires, par exemple le mécanisme européen de stabilité et le 'pacte budgétaire'. C'est à ce niveau aussi que portera notre réflexion de début septembre, lors de notre université d'été. Bloquez déjà les dates du samedi 8 et du dimanche 9 septembre !

Urgences, oui, si tangibles pour certains qu'elles acculent au suicide. Ici à Liège, à Seraing, à Bruxelles, à Francfort ou à Sarajevo, il est temps de montrer la force de la solidarité.

(1) Lire, relire l'ouvrage d'Henri Houben, *La crise de trente ans*, Aden 2011.

(2) Lire, relire l'ouvrage de Geoffrey Geuens, *La finance imaginaire*, Aden 2011.

(3) Lire, relire l'ouvrage de Jean-Claude Paye, *L'Emprise de l'image*, Yves Michel, 2011.

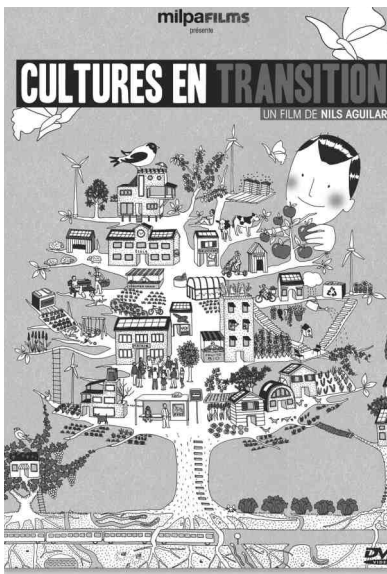
(4) voir entre autres le site <http://www.bloquonslahausse.com/>, qui comprend un excellent argumentaire ; voir aussi l'article dans ces pages et le site <http://www.univendebat.eu/>

(5) Lire, relire le *Prêt-à-penser* de Mateo Alaluf dans le dernier numéro de la revue *Politique* (75, mai-juin 2012)

(6) <http://www.right2water.eu/fr>

CULTURES EN TRANSITION

Par Michel Lecomte



Le documentaire Cultures en transition a été projeté au Parc le 23 novembre 2011, en présence du réalisateur, Nils Aguilar.

Le film nous fait prendre conscience de notre extrême dépendance au pétrole et à l'industrie chimique. À travers différents témoignages, nous sommes interpellés par des informations telles que «40 % des émissions de gaz à effet de serre viennent de l'agriculture intensive», «sans le trafic continu des camions, les rayons de nos supermarchés seraient vides au bout de 4 jours» ou «nos sols malades sont le support de plantes malades qui nourrissent une humanité en mauvaise santé.»

Un détour par Totnes, petite ville anglaise berceau du mouvement de la transition, nous fait rencontrer des citoyens pittoresques qui redécouvrent la solidarité, l'entraide et des méthodes d'utilisation du sol pour produire plus sans machines ni produits chimiques et réinventent des circuits de distribution courts. Partant du double constat que le pic pétrolier est franchi et que notre

mode de vie actuel cause d'irréversibles dégâts à notre planète, les «transiteurs» organisent dès à présent le passage à une société dans laquelle on consomme de préférence les produits bio locaux.

Au cours d'assemblées populaires dans les endroits aussi improbables qu'un parking ou le bord d'une rivière, ces simples citoyens redéfinissent une société plus juste, plus saine, qui dégage du temps pour vivre en dehors de toute contrainte.

Nils Aguilar nous emmène ensuite à Cuba qui, pour cause d'embargo, a vécu la disparition du pétrole et des intrants chimiques il y a quinze ans. Après cinq ans de famines, épidémies et autres catastrophes dues à cette situation nouvelle, la population a redécouvert les jardins potagers, les cultures vivrières ont repris le dessus sur l'agriculture intensive d'exportation et l'île peut aujourd'hui compter sur une autosuffisance alimentaire de 70%.

ICAN - POUR UN AUDIT DE LA DETTE PUBLIQUE

Appel du 13 mai 2012

Appel collectif et international du réseau ICAN

Contre la dette illégitime et les plans d'austérité et en solidarité avec le peuple grec, organisons la mobilisation des peuples européens. Pour une journée européenne d'action dès octobre 2012 !

Le réseau international des collectifs pour l'audit citoyen, (ICAN-International Citizen debt Audit Network) s'est réuni pour la 1re fois à Bruxelles le 7 avril dernier. 10 pays européens et 2 pays d'Afrique du Nord (Égypte et Tunisie) avaient envoyé des délégations des différentes initiatives d'audit citoyen de la dette publique. (Voir <http://www.cadtm.org/Des-ef-forts-coordonnes-en-Europe>)

Partout, la réponse à la crise économique et financière est la même. Les coupes, plans d'austérité et de rigueur s'appliquent dans tous les pays au nom de la réduction des déficits publics et du paiement de la dette publique. Cette dette publique est au cœur de la crise économique que subissent les peuples d'Europe et d'Afrique du Nord.

En Égypte et en Tunisie, la dette publique est odieuse car elle a été contractée par des régimes dictatoriaux qui ont été balayés par le printemps arabe.

En Europe, elle est illégitime car elle est le produit direct des politiques néolibérales menées depuis 20 ans.

Il s'agit aujourd'hui pour les gouvernants au service de la finance de diminuer encore plus les dépenses sociales, de baisser les salaires et les retraites, de privatiser les systèmes de santé, de démolir les acquis sociaux et de déréglementer le droit du travail, de remettre en cause les règles démocratiques de fonctionnement de la société civile.

Cette orientation politique et économique est suicidaire pour les économies nationales et les peuples. Elle est cause de l'accroissement du chômage et de la misère. La dette publique augmente et la récession économique s'installe dans de nombreux pays.

La Grèce constitue de ce point de

vue un véritable laboratoire social destiné à être généralisé partout en Europe. La résistance du peuple grec est testée depuis 2 ans avec les multiples mémorandums et autres « plans d'aide ». La Troïka (Banque centrale européenne, Commission Européenne et FMI) dirige de fait le pays. Résultats : plus de 3 millions de Grecs sont aujourd'hui sans aucune protection sociale, la santé publique se dégrade de manière accélérée et la sous-nutrition touche des couches croissantes de la population, les femmes sont les premières à payer le prix fort de la crise, les salaires et les retraites ont baissé de 30 à 40% en 3 ans, un jeune sur 2 est sans emploi, le chômage concerne plus de 20 % de la population active, nombre de salariés ne sont plus payés depuis des mois, l'économie grecque est détruite. [...]

Partout les régimes de retraite et la protection sociale sont remis en cause, les salaires stagnent ou baissent, le droit du travail est réduit à une caricature, les entreprises ferment, de véritables déserts industriels sont créés sur l'autel du profit immédiat. La « *gouvernance économique* » se fait au profit d'une oligarchie (que l'on appelle « marchés financiers ») et au détriment de la démocratie (pacte de stabilité, « règle d'or », Mécanisme Européen de stabilité, traités budgétaires).

Face à ces chantiers coordonnés de destruction des acquis sociaux, la résistance des peuples européens s'organise, des grèves générales nationales ont lieu dans de nombreux pays européens et rencontrent des succès de participation très importants. Les mouvements d'occupation des places et celui des indignés multiplient les initiatives et rencontrent un écho populaire certain. En Tunisie et en Égypte, le FMI, la Banque mondiale et les gouvernants s'emploient à poursuivre les politiques néolibérales bien qu'elles soient une des causes principales de l'explosion sociale de 2011.

En Europe comme en Égypte et en Tunisie, des initiatives d'audit ci-

toyen de la dette publique travaillent à déterminer la part illégitime ou odieuse de la dette publique qu'il convient d'annuler. En Islande, la population a refusé de payer la dette « *Icesave* » à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, montrant la voie des possibles. Les résultats des élections récentes en Grèce et en France illustrent également un rejet très fort des politiques néolibérales en vigueur.

Pour autant, le rouleau compresseur du néolibéralisme poursuit son œuvre dévastatrice. Il est plus que temps pour les populations et leurs organisations de développer des mobilisations à une échelle plus importante.

À l'instar d'autres réseaux européens et internationaux (par exemple la *Joint Social Conference*), nous appelons à la construction d'une mobilisation unitaire de l'ensemble du mouvement social, sans exclusive, rassemblant syndicats, mouvements féministes, ONG et associations altermondialistes, organisations et personnalités politiques, simples citoyens, intellectuels et artistes.

Nous appelons à une première journée d'actions coordonnées partout sur le plan international contre la dette illégitime, les plans d'austérité et en solidarité avec le peuple grec. Que de partout monte le rejet des peuples face à cette austérité sauvage. Nous proposons que cette journée unitaire d'action ait lieu en octobre 2012, au moment de la mobilisation annuelle contre la dette, qui correspond cette année avec le 25^e anniversaire de l'assassinat de Thomas Sankara (ce président du Burkina Faso qui avait voulu arrêter le remboursement de dettes odieuses).

Dans le même état d'esprit, nous appelons à la création dans tous les pays européens de comités de base unitaires d'action et de lutte contre les attaques de l'Union européenne et en solidarité avec le peuple grec et tous les peuples agressés.

**Ensemble,
nous pouvons gagner !**

Le gouvernement veut-il vraiment combattre la fraude et l'évasion fiscale ?

Daniel Puissant

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

... Au vu des mesures qu'il prend, il est permis d'en douter !

Le Réseau pour la Justice Fiscale (RJF) partage l'inquiétude des syndicats du Service Public Fédéral Finances concernant l'avenir de leur administration et de son personnel et se déclare solidaire des actions qui seront décidées suite à l'absence de dialogue social.

En cette période de crise liée aux déficits budgétaires, le gouvernement a inscrit dans ses objectifs la nécessité de recettes nouvelles, à atteindre par une lutte accrue contre la fraude et l'évasion fiscales. Dès lors, le citoyen/contribuable ne peut que s'inquiéter des effets d'une administration fiscale affaiblie, démotivée et dès lors inca-

pable de lutter efficacement contre la fraude et de rendre un service de qualité à la population. Les réductions de personnel décidées précédemment par le Ministre Reynders, le rétrécissement des infrastructures locales, le flou entretenu sur les réaffectations de personnel sont autant de signaux négatifs envoyés au personnel lui-même et à la population. Au contraire, nous croyons en la nécessité d'une politique volontariste de développement et de modernisation de cet outil indispensable au financement de notre société.

Un bon fonctionnement de l'administration fiscale est essentiel à un bon fonctionnement de l'Etat et à l'exécution de ses missions (services publics, enseignement, protection sociale, investissements durables...). Afin de souligner

l'importance d'une fiscalité juste, le FAN (Financieel Actie Netwerk) et le RJF célébreront la « Tax Justice Day », le 31 mai prochain. Nous féliciterons les citoyens de participer tout au long de l'année, par leur travail, au financement de l'intérêt général.

Rappelons à cette occasion que les « grosses fortunes » ne doivent, elles, travailler que l'équivalent de 4 jours dans l'année et « les entreprises » (en moyenne) l'équivalent d'un mois et demi, pour s'acquitter de leurs contributions !

Vous avez dit

« Justice fiscale »... ?

www.lesgrossesfortunes.be



Une fiscalité juste pour sortir de la crise sans austérité !

Le 31 mai 2012, le Réseau pour la Justice Fiscale (RJF) et le Financieel Actie Netwerk (FAN) organisent la deuxième « TAX JUSTICE DAY »

«Les impôts sont le prix de notre civilisation et de notre sécurité sociale.»

Il s'agit de la plus belle invention de notre démocratie. En tant que citoyen responsable, je veux payer des impôts quand ils sont justes» disait le réalisateur Luc Dardenne lors de la première «Tax Justice Day» du 31 mai 2011.

LU DANS LA PRESSE

La taxe financière adoptée au Parlement européen

Le Parlement européen a adopté à une très large majorité la création d'une taxe sur les transactions financières (TTF). La résolution a été adoptée par 487 voix (152 contre, 46 abstentions). Sur cette matière, l'assemblée n'a qu'un pouvoir consultatif, mais elle

espère faire pression sur les états de l'UE qui s'opposent à une telle taxe. c'est notamment le cas du Royaume Uni, qui craint que cette mesure ne pousse le secteur financier à délocaliser.

Selon le texte proposé par la Commission européenne et amendé par

le Parlement, l'instauration d'une TTF dans toute l'Union au taux de 0,1% pour les actions et les obligations et de 0,01% sur les autres produits financiers pourrait générer jusqu'à 57 milliards d'euros.

L'Écho, 25 mai 2012

A lors que le cycle de l'eau devrait garantir que l'eau potable est présente en quantité constante, la consommation inéquitable et les pollutions souvent conséquences directes d'une mauvaise gestion font qu'elle se fait de plus en plus rare. L'enjeu de l'accès à cette ressource essentielle est donc d'autant plus élevé et, partant, la nécessité d'un contrôle public responsable. Faut-il rappeler les évidences mises en exergue par le film *Water Makes Money* quant à l'absurdité d'une gestion privée, c'est-à-dire axée sur le profit à court terme ?

Trois intervenants ce samedi 28 avril dans les locaux HEC.

Emmanuel Petrella (responsable scientifique de l'IERPE) nous parle de la politique de l'eau en Chine, en partant de la conscience millénaire de son importance dans l'harmonie du monde. Il faut 'sonder les dragons, observer les roches et diriger les eaux' pour 'fier le lieu faste' favorable à l'établissement des hommes. Il nous fait voir, cartes à l'appui, la diversité des régimes hydriques dans ce très grand pays et la pénurie chronique à laquelle doit faire face la 'région des trois H' dans le nord-est, qui est la plus peuplée, la plus industrielle et la plus cultivée. Ceci amène à une surexploitation des ressources en eau et à des mesures désespérées extrêmement coûteuses et aux conséquences incertaines comme le détournement de l'eau de fleuves coulant au sud ou le dessalement de l'eau de mer. L'absence ou la déficience de service sanitaire (par exemple, pas de latrines publiques) et de contrôle de la pollution industrielle ne font que renforcer le problème. Les autorités sont conscientes du problème, mais les solutions proposées s'inscrivent dans le cadre du système capitaliste, le marché de l'eau est d'ailleurs en voie de privatisation, ce qui va à l'encontre de tout effort de réglementation. Il est donc permis de douter qu'elles vont rétablir cette harmonie avec la nature dont il est beaucoup question.

Christian Legros (directeur de Belgaqua) commence par nous expliquer que Belgaqua est le petit nom de la fédération belge du secteur de l'eau, dont aquawal est la branche wallonne et où se retrouvent des intercommunales comme la CILE. Il nous rappelle les extraordinaires propriétés de la molécule d'eau et nous renvoie à l'atlas du memorandum de l'eau avec cartes du stress hydrique. Il explique que l'irrigation ciblée est plus efficace et plus économe en eau que l'irrigation plane, généralement pratiquée et signale que le 'coût-vérité' pratiqué en partie par les compagnies des eaux wallonnes est une exigence de l'Union européenne.

Ricardo Petrella (président de l'IERPE) développe une belle argumentation contre la financiarisation de l'eau. La marchandisation de l'eau et des services hydriques fait que même ce bien nécessaire à la vie est traité comme une marchandise et devient source de profit. La financiarisation en est le prolongement, puisqu'il s'agit d'accorder la primauté à la logique financière, au retour sur investissement. Les opérateurs deviennent des institutions financières (banques, fonds d'investissement...), et le marché est juteux. Nous ne payons plus d'impôt (contribution) pour l'eau, mais nous payons bien davantage en tant que consommateurs. Les conséquences sont catastrophiques : les rentrées fiscales diminuent, donc affaiblissement des finances publiques ; le consommateur qui peut se permettre n'hésite pas à gaspiller l'eau qu'il paie ; l'économie réelle est de plus en plus dissociée de l'économie financière. Contre cette logique, en 2010, en dépit de l'opposition de pays comme le Royaume Uni et le Danemark, 33 pays du Sud réussissent à faire voter une résolution des Nations Unies qui reconnaît le droit à l'eau potable comme un droit fondamental.

Il nous faut aujourd'hui poursuivre six objectifs :

- 1) constitutionnaliser de droit reconnu par la résolution des NU ;
- 2) faire reconnaître l'obligation d'assainissement partout ;
- 3) comme l'eau est un bien commun public, s'assurer qu'elle est gérée soit par les pouvoirs publics, soit par une coopérative transnationale ;
- 4) créer un institut de crédit public qui récolte l'épargne nécessaire aux investissements dans ce domaine ;
- 5) développer les technologies nécessaires à l'épuration ;
- 6) se battre pour que les citoyens soient les acteurs principaux de la politique de l'eau.

Pour y arriver, nous devons nous servir des tribunaux, créer une jurisprudence, participer aux initiatives citoyennes européennes (un million de citoyens) qui permettent de modifier la directive de l'UE qui, en imposant le 'coût-vérité' conforte la perception de l'eau comme une marchandise.

À vos plumes, à vos claviers (voir les sites de l'EPSU et de l'IERPE).



LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR À LA GRECQUE...

Yorgos Mitralias

Dépourvue de traditions et des pratiques antifascistes, la gauche grecque, pratiquement toutes tendances confondues, assiste impuissante et désespérée à la répétition dans son pays du drame de la République de Weimar non pas comme une farce mais très probablement comme une tragédie annonciatrice de grands malheurs européens. Les faits récents en témoignent : après avoir investi, ces derniers mois, ses espoirs dans cette gauche se situant à la gauche de la social-démocratie néolibérale (PASOK), la petite bourgeoisie grecque, ruinée et aux abois, cherche à l'autre extrémité de l'échiquier politique les solutions radicales à ses problèmes historiques et cataclysmiques... (Petit rappel historique : la République de Weimar est ce régime en Allemagne entre la fin de la première guerre et la défaite de la révolution de 1918 qui a débouché sur le 3e Reich.)

En effet, il a suffi que les formations de la gauche plus ou moins radicale (KKE, Syriza, Antarsya, Gauche Démocratique...) se montrent incapables d'exploiter le fait qu'elles monopolisaient de fait l'opposition au gouvernement dit d'Union Nationale du banquier Loucas Papadimos, pour que des pans entiers de la société grecque lui tournent le dos et s'orientent vers des formations se situant aux antipodes de la gauche radicale, à l'extrême droite même néonazi ! C'est ainsi que ces partis et coalitions à la gauche du PASOK, voient non seulement se réduire plus que drastiquement ces 50%-54% des préférences qu'elles recueillaient toutes ensemble durant cet hiver, mais aussi que cette réduction se fait au profit d'une extrême droite violente, raciste et pogromiste, qui veut en découdre avec tout ce qui est rouge ou même rose.

Faisant coïncider le marais petit-bourgeois grec avec le « peuple » mythique et fourre-tout de ses origines idéologiques, qui est – nécessairement – toujours du bon côté, la gauche grecque se découvre totalement démunie de moyens de com-

préhension de ce qui est en train d'arriver à la base de la société grecque. C'est ainsi qu'elle prend, depuis quelques mois, des vessies pour des lanternes en identifiant comme étant nécessairement de « gauche » les manifestations de la colère petite bourgeoise dont la couleur politique n'est pas donnée d'avance.

Confondant par exemple toute critique virulente du parlementarisme bourgeois avec une opposition radicale de gauche au régime bourgeois, la gauche grecque a abdiqué d'avance de son devoir historique de se battre jour après jour pour gagner à son projet politique ces couches petites bourgeoises. Elle n'a ni reconnu ni vu venir des concurrents politiquement diamétralement opposés.

Cette situation déjà très inquiétante devient pourtant plus qu'alarmante au moment où la force qui monte en flèche est un ex-groupuscule ultra violent de tueurs néonazis, appelé « Aube Dorée » (Chryssi Avghi) ! Force est d'avouer que, sauf rares exceptions héroïques à l'intérieur de SYRIZA et d'ANTARSYA, la gauche grecque semble totalement désarmée devant ce péril néonazi qui constitue une nouveauté absolue dans l'histoire de la Grèce moderne. En effet, tant dans le subconscient collectif que dans la tradition de la gauche grecque, le « fasciste » n'a rien à voir avec le membre de l'Aube Dorée. C'est plutôt l'éternel « mouchard du quartier » légué à l'histoire du pays par tant de dictatures militaires et autres régimes policiers de vainqueurs de guerres civiles.

Cependant, le flic ou le mouchard qui n'est, en dernière analyse, qu'un fonctionnaire d'Etat, ne peut en aucune manière être assimilé ni à un fasciste ni à un néonazi. Et à plus forte raison à un mouvement et un parti néonazi. Alors, habituée qu'elle est à appeler « fascistes » ceux qui n'étaient que des simples serviteurs subalternes des régimes forts, la gauche grecque semble sans défense devant un mouvement politique néonazi qui prétend avoir

les mêmes ennemis qu'elle (les plans d'austérité, les gouvernements des partis néolibéraux, la Troïka, les bureaucrates de Bruxelles...) et qui en plus leur attribue souvent les mêmes noms (ploutocratie, impérialisme, capitalisme cosmopolite, traîtres à la patrie...). Le résultat de ce manque de préparation est déjà tragique. Cette gauche grecque semble incapable non seulement de contrecarrer mais même d'expliquer la montée en flèche de l'Aube Dorée (en 3-4 mois, elle est passée de 1% à 6,5% des préférences des grecs) et tout laisse, malheureusement, présager son développement encore plus foudroyant dans les mois à venir.

La réaction du parti communiste grec au bon accueil réservé à une forte délégation de l'Aube Dorée par les ouvriers grévistes des Acéries, qui mènent une lutte exemplaire depuis bientôt 5 mois, illustre le manque de perspicacité : leur communiqué fustige « les pseudo-révolutionnaires de l'Aube Dorée et de SYRIZA », c'est-à-dire non seulement qu'il met néonazis et militants de la Coalition de la Gauche Radicale (SYRIZA), mais qu'en les traitant de « pseudo-révolutionnaires », il les présente comme presque inoffensifs alors qu'il s'agit d'une bande armée et violente servant les intérêts à long terme du capital et ayant pour objectif principal d'atomiser la classe ouvrière en détruisant pour longtemps ses organisations syndicales ainsi que les partis politiques de gauche.

L'explication de ce succès n'est pas seulement à chercher dans les conséquences de l'austérité et l'absence de culture antifasciste mais aussi dans une tradition raciste, chauvine et réactionnaire. Ce n'est pas seulement que l'État grec est le seul en Europe (et au-delà) à ne pas s'être encore séparé de l'église (ultraconservatrice) ! C'est aussi que les SS grecs du temps de l'occupation nazie, sont toujours reconnus comme... résistants et touchent régulièrement leur pension pour les services rendus à la

.../...

LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR À LA GRECQUE...

.../...

patrie reconnaissante. C'est que des cadres des partis au gouvernement se permettent de déclarer publiquement qu'on devrait faire des immigrés basanés du « chromo-champoing » (allusion modernisée aux « juifs transformés en savon » à Auschwitz) et que des personnalités d'un parti de gauche proposent, sans provoquer de réactions, de résoudre la question de l'immigration en parquant les immigrés, sans nourriture sur « des rochers de la mer Egée » ! Si on ajoute à tout cela, que voulant contrecarrer l'influence grandissante de l'extrême droite raciste, les gouvernants jouent de plus en plus aux apprentis sorciers, lançant quotidiennement des véritables pogroms contre les immigrés et parlant d'eux à la TV comme s'ils étaient moins que des bêtes sauvages à exterminer, on peut comprendre tant la banalisation en cours des néonazis que leur succès auprès de foules désorientées et ruinées à la recherche d'alternatives radicales et surtout vengeresses.

Rien n'est joué mais il faut que la gauche grecque

- a) dépasse rapidement sa fragmentation et son sectarisme viscéral et apprenne d'urgence à unir ses forces devant l'ennemi de classe commun, et
- b) forme un front unique de lutte antifasciste avant qu'il ne soit trop tard.

Cependant, le temps presse désespérément, la société grecque –et la classe ouvrière– se désagrège rapidement et il est faux de penser que l'approfondissement de la crise conduira fatalement à l'effondrement du régime et peut être du système lui-même. D'ailleurs, tant que l'actuelle situation clairement pré-révolutionnaire ne se transforme en situation révolutionnaire (par les soins de la gauche radicale) alors oui, il est presque fatal qu'elle vire à la contre-révolution ! Et les signes de ces dernières semaines sont inquiétants : les deux grands partis gouvernementaux et néolibéraux voient leur chute libre arrêtée et reprennent confiance, tandis qu'à droite apparaissent de nouvelles formations politiques qui disputent aux partis de gauche le monopole de l'opposition aux mesures d'austérité. C'est vrai que pour l'instant, on n'est qu'au début de cette inversion de tendance et que la gauche grecque dispose encore d'un certain capital de confiance populaire. Cependant, attention : on assiste déjà en Grèce à une accélération exceptionnelle du cours de l'histoire et les renversements de situations se font désormais en l'espace de quelques semaines alors que les différents partis de gauche semblent croire qu'ils ont tout le temps... C'est maintenant et pas « plus tard », dans les combats

d'aujourd'hui et pas d'un demain qui peut être n'existera plus, que va se jouer le sort pas seulement de nous-mêmes mais des générations à venir.

Notre conclusion est donc catégorique : pour être à la hauteur des enjeux historiques de la guerre lancée par la bourgeoisie grecque et internationale contre elle et le monde du travail, la gauche grecque doit s'éloigner de sa routine et de ses habitudes, de son mode traditionnel de faire de la politique, de penser et d'agir. En conséquence, elle doit tout d'abord prendre conscience que l'affrontement actuel n'est pas une simple répétition des précédents, mais quelque chose de qualitativement différent, que c'est un combat global qui s'étend sur toute la sphère des activités humaines. Si elle en prend conscience, de cette réalité absolument nouvelle, alors elle saura rendre son combat non seulement unitaire et radical mais aussi enraciné aux profondeurs de la société dans un mouvement organisé autour d'un projet alternatif pour une Europe des peuples et des travailleurs qui reste à inventer.

Athènes, 3 mai 2012

La politique d'austérité de l'Espagne mise en cause aux Nations Unies

Signalé par Anita Kelles, ATTAC Finlande)

Avec dix-huit autres ONG espagnoles, le Center for Economic and Social Rights (Centre pour les droits sociaux et économiques) a présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies un rapport comprenant des preuves détaillées de recul des droits humains suite à l'application de mesures d'austérité. Un document reprend des données statistiques qui

montrent l'augmentation du chômage de longue durée (affectant surtout les jeunes et les immigrés), la détérioration des conditions de travail, la difficulté croissante de l'accès au logement et à des conditions d'existence décentes, ceci suite à la réduction spectaculaire des investissements sociaux alors qu'existent des alternatives fiscales (une lutte efficace contre la fraude et l'évasion fiscales rapporterait 10 milliards de

plus que ces diminution de budget sociaux).

La Commission a relayé ces inquiétudes auprès du gouvernement espagnol, attirant son attention sur l'impact négatif, en termes de droits humains, des coupures budgétaires, des réformes des soins de santé et du droit du travail, des saisies de logement, de la discrimination contre les femmes et les Roms (gitans).

Loin de réaliser l'ambition première d'harmoniser les structures d'acquisition des connaissances des vingt-neuf pays signataires, d'aboutir à un système d'éducation et de recherches dans l'esprit de la philosophie des Lumières, le Processus de Bologne, conduit, dans sa pratique, l'enseignement vers une démission de son rôle fondamental et à une soumission à l'utilitarisme et au rentable dans le temps même où le politique se démet de ses prérogatives fondamentales au profit de la "bonne gouvernance" néo-libérale, chère à la Banque Mondiale et au FMI. C'est ce que démontre entre autre Geneviève Azam, membre du conseil scienti-

fique d'ATTAC-France, dans sa conférence 'Du processus de Bologne à la LRU : une catastrophe annoncée'. L'ERT, lobby regroupant depuis 1983 plus de quarante firmes industrielles européennes de première importance, appuie cette ligne. Il souscrit à son tour à la transformation des 'savoirs' en 'compétences', la formation devant de ce fait une simple addition de compétences, sans souci de connaissance globale. Soucieux d'employabilité, de flexibilité et de mobilité, il conçoit l'université elle-même comme une entreprise au service de ses objectifs. L'OCDE, regroupant les pays le plus riches, adopte le même point de vue au su-

jet de l'enseignement, l'étendant ainsi au niveau de la planète. Face à cet état de fait, un groupe d'enseignants de l'Université de Liège a jugé nécessaire d'élaborer un 'Manifeste pour des universités à la hauteur de leur mission'. La rigueur du texte et les précisions apportées ne permettent pas un résumé satisfaisant. Il faut le parcourir dans sa totalité, afin d'en mesurer propositions et appels. L'enseignement concerne tout citoyen, quel que soit sa place dans la société. ATTAC-Liège se doit de soutenir cette démarche et invite ses membres et sympathisants à apporter sans retard leur signature.

Rio+20, Via Campesina appelle à des journées d'action

Parallèlement à la Conférence officielle, nous, les peuples du monde, serons réunis au Sommet des Peuples, dans un processus de construction collective et de mobilisation permanente. Au cours de la semaine du 18 au 22 juin, il y aura aussi une période de mobilisation mondiale, car notre tâche ne se situe pas seule-

ment à Rio de Janeiro. En effet, nous devons poursuivre les luttes dans notre propre pays, particulièrement lors de la journée inaugurale de la Conférence officielle, le 20 juin.

Nous convoquons toutes les organisations paysannes et leurs alliés à organiser des mobilisations et des actions partout dans le monde : des marches dans les villes ou dans les

campagnes; des conférences de presse; des actions pour demander la Réforme agraire et l'accès à la terre; des campagnes de communication; des programmes de radio; des mobilisations contre les entreprises responsables de la dégradation environnementale; des débats dans les écoles et les universités; des projections de films documentaires...

DICTATURE DES MARCHÉS CONTRE DÉMOCRATIE ?

Locale et fédérale, économique ou sociale ? Directe ou participative ?

Éric Nemes

Aujourd'hui, le mot 'démocratie' est bien galvaudé.

Et pourtant, nous irons voter au Communales le 14 octobre prochain. Or les inégalités croissantes, le choc des cultures nourrissent le rejet, parfois la haine de l'autre, ouvrant la porte à des idées et des pratiques fascisantes, comme chez Meister à Sprimont. Comment réagir ?

Et pourtant, les élections sociales, viennent de se terminer. On a voté pour des Conseils d'entreprise, des Comités pour la Prévention et la Protection au Travail, pour des Délégués syndicaux...

Aujourd'hui en Europe, les Indignés veulent être entendus au-delà des pouvoirs financiers, et ils ne reconnaissent plus ni les syndicats ni les partis traditionnels comme représentants.

Aujourd'hui les réseaux internet se multiplient soutenant ici le printemps arabe, là faisant reculer la junte birmane.

Que signifie démocratie participative ? Est-ce compatible avec le principe un homme une voix ?

Pour répondre à toutes ces questions,

Attac Liège propose un séminaire en 6 séances ou plus ... à partir de fin septembre 2012

Elles porteront notamment sur :

1. Les concepts : pouvoir politique, économique et social. Consensus et majorités, quorum et quotas, majorité simples et qualifiées, paradoxe de Condorcet, subsidiarité, participative,... mandats et contrôle, ...
2. Démocratie locale: élections communales et provinciales: enjeux.
3. Démocratie économique et sociale : le rôle des représentants CE, CPPT et des délégués syndicaux. La liberté d'association,...

Un week-end sur la dette, les banques, l'austérité... pour comprendre, et agir !

Cécile Lamarque (CADTM)



Desin de Stiki

Il faut rassurer les marchés ! Il faut sauver notre Triple A ! Il faut des plans de rigueur, nous n'avons pas le choix ! Voilà la chanson qui domine aujourd'hui. Les 12 et 13 mai derniers, une quarantaine de sympathisants et de militants du CADTM Belgique se sont réunis pour s'informer et échanger, afin de partager un autre son de cloche, et balayer ce refrain lancinant !

L'austérité que la Troïka (UE, BCE, FMI) entend imposer en Europe, d'autres peuples en ont souffert et continuent d'en souffrir. Dès lors, pour démarrer ce week-end, nous avons d'abord traversé près de huit décennies, de 1940 à nos jours, pour comprendre les processus d'endettement des pays dits « du Sud », identifier certains travers à ne pas reproduire, s'inspirer des mobilisations et alternatives au Sud. Car face au vieux refrain de l'austérité scandé par les classes dominantes, repris en chœur par les médias, face aux tentatives de division des classes popu-

lares et des travailleurs, la réponse des Européens à la crise ne peut se traduire par un repli nationaliste, mais au contraire par la solidarité internationale : tous unis contre la dette et l'austérité, du Sud au Nord !

Face à la crise, quelles sont les politiques menées par les gouvernements, le FMI, la BCE et l'UE ? Quelles conséquences pour les peuples ? La dette que les banques réclament aux pouvoirs publics est-elle illégitime ? Les processus démocratiques fondamentaux sont-ils respectés ? Nous avons cherché à mieux comprendre les structures qui se mettent en place au niveau européen comme le Mécanisme européen de stabilité (MES) censé permettre la gestion des crises au sein de la zone euro⁽¹⁾. Le MES bafoue les principes de base de la démocratie : il échappe à tout contrôle démocratique et bénéficie d'une immunité juridique totale alors qu'il dispose librement des caisses des États. Cette prise de pouvoir a toutes les apparences d'un véritable coup d'État. Le MES ne fait pas cavalier seul : pour pouvoir bénéficier de son « assistance », les États devront d'abord avoir ratifié le fameux Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) incluant la règle d'équilibre budgétaire selon laquelle le déficit structurel ne pourra pas excéder 0,5% du PIB⁽²⁾. Le TSCG prévoit le devoir de transposer cette règle dans les législations nationales, si possible au niveau constitutionnel : il s'agit donc de constitutionnaliser l'austérité et de la

rendre automatique. Devant une telle atteinte à la souveraineté des peuples, nous devons réagir. Le temps presse car le traité, déjà approuvé au niveau européen, doit rapidement être ratifié par les parlements des États signataires. Entre autres initiatives⁽²⁾, les militants du CADTM Bruxelles ont présenté l'action d'interpellation qu'ils ont lancée en Belgique à l'égard des parlementaires

(<http://www.interpellation-mes.be/>).

Nous avons examiné le fonctionnement du système bancaire, l'impact des dérégulations des dernières décennies sur les difficultés actuelles. Nous nous sommes intéressés à un cas concret : celui de la banque Dexia, dont l'État belge a assuré par deux fois le sauvetage au côté d'autres banques, voyant par là sa dette exploser, et du Holding communal (filiale de Dexia qui finance les collectivités locales), sa liquidation et ses conséquences pour la population, pour les communes. La requête en annulation introduite par le CADTM et ATTAC contre les garanties accordées au groupe Dexia par l'État belge - dont la situation pourrait encore se dégrader si celles-ci étaient activées - a aussi été présentée : ce combat juridique s'inscrit plus largement dans une lutte politique pour l'annulation de la dette publique illégitime, notamment celle issue du sauvetage des banques, et en faveur de banques publiques⁽³⁾.

Enfin, nous avons consacré l'après-

1. Le MES s'insère dans le « Pacte de stabilité et de croissance » http://europa.eu/legislation_summaries/economic_and_monetary_affairs/stability_and_growth_pact/ec0009_fr.htm

Lire « Nouveau traité MES, l'Europe sourde aux réclamations des peuples », par S.Berwez, <http://www.interpellation-mes.be/nouveau-traite-mes-europe-sourde-aux-reclamations-des-peuples/>

2. D'autres initiatives ont vu le jour dans des États-membres concernés comme la France

<http://www.petitionpublique.fr/PeticiaoVer.aspx?pi=MES2012> et l'Allemagne <http://www.abgeordnetenen-check.de/email/unentschieden/69.html>

Vingt-cinq des vingt-sept États membres (sans le Royaume Uni et la République tchèque) ont signé un « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » qui comprend un « pacte budgétaire ». Voir http://european-council.europa.eu/media/639232/08_-tscg.fr.12.pdf.

Relevons les deux derniers paragraphes du Titre III, Article 3 : « Lorsque, sur la base de sa propre évaluation ou de celle de la Commission européenne, une partie contractante considère qu'une autre partie contractante n'a pas pris les mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêt de la Cour de justice visé au paragraphe 1, elle peut saisir la Cour de justice de l'affaire et demander que des sanctions financières soient infligées selon les critères établis par la Commission européenne dans le cadre de l'article 260 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Si la Cour de justice conclut que la partie contractante concernée ne s'est pas conformée à son arrêt, elle peut lui infliger le paiement d'une somme forfaitaire ou d'une astreinte adaptée aux circonstances et ne dépassant pas 0,1 % de son produit intérieur brut. Les montants dont le paiement est infligé à une partie contractante dont la monnaie est l'euro sont à verser au mécanisme européen de stabilité. Dans les autres cas, les paiements sont versés au budget général de l'Union européenne. [...]

Le présent traité entre en vigueur le 1er janvier 2013, pour autant que douze parties contractantes dont la monnaie est l'euro aient déposé leur instrument de ratification, ou le premier jour du mois suivant le dépôt du douzième instrument de ratification par une partie contractante dont la monnaie est l'euro, la date la plus proche étant retenue. »

3. Voir sur le site d'Attac Liège et sur le site www.sauvetage-dexia.be

Un week-end sur la dette, les banques, l'austérité... pour comprendre, et agir !

midi du dimanche à nous armer d'arguments et d'alternatives pour une Europe solidaire ! Nous avons notamment fait un tour d'horizon

des campagnes euro-méditerranéennes pour un audit de la dette. Ces initiatives très enthousiasmantes, présentes dans plus de huit pays eu-

ropéens, en Tunisie et Égypte(4), font partie des voix dissonantes qui n'entendent pas plier au chantage de la dette.

4. Voir notamment le compte-rendu et les vidéos du 7 avril, journée de réunion euro-méditerranéenne des audits citoyens de la dette, qui a donné naissance au réseau « ICAN » (International Citizen debt Audit Network), <http://www.cadtm.org/Des-efforts-coordonnes-en-Europe>

AUSTÉRITÉ ET CROISSANCE

Madame Cornil, J'ai écouté en podcast, votre intéressante émission « samedi + » de ce 26 mai, sur le thème « Austérité et croissance ». Je dois vous dire qu'il y a une confusion permanente et lassante dans ce genre de conversations, à savoir l'attribution d'un sujet unique aux réalités sociales, mêlant en un tout indistinct le gouvernement, la population, les salariés, le patronat, les actionnaires et la finance, bref les différents groupes sociaux et intérêts qui se combattent d'une manière ou de l'autre pour le ciel des idées et pour le partage des richesses terrestres.

Par exemple, il a été dit que « les Islandais » ont refusé de payer des créanciers. Même monsieur Dupret, qui appartient à une gauche critique, n'a pas reformulé. En réalité, il faut dire et comprendre : « le contribuable islandais a refusé de payer la faillite des actionnaires bancaires privés ». C'est très différent, et cette confusion de langage, qui n'est pas neutre, est omniprésente dans le débat !

Dire, comme entendu à votre émission, que « la banque centrale européenne a choisi d'être indépendante », doit me sembler-t-il se comprendre comme ceci : « les gouvernements de la zone euro et la commission ont depuis trente ans organisé une indépendance totale de la BCE par rapport aux gouvernements nationaux et donc par rapport au suffrage universel, et coulé dans le bronze institutionnel sa mission dans un objectif prioritaire, la lutte contre l'inflation » ! Pourquoi cette priorité ? Il ne faut pas une longue enquête pour découvrir le groupe d'intérêt dont l'inflation est

le cauchemar... les financiers. (Vous vous souviendrez peut-être ne pas avoir été informée de cette évolution, ni a fortiori consultée, pas plus que moi dois-je le dire, ni quelques autres.)

Mais voilà, à tous les micros et dans la plupart des journaux, on appelle le financier un « investisseur », ce qui est un abus de langage féroce ! Les problèmes que nous cause la financiarisation de l'économie résident précisément dans ce fait que les excédents (qu'il ne faut pas appeler « épargne », ce qui est un autre et permanent abus de langage) justement ne sont pas investis, c'est-à-dire consacrés à des activités productives de biens ou de services, mais placés ou joués dans la finance. La finance représente précisément l'inintérêt et l'impossibilité de l'investissement, qu'entraîne l'absence de débouchés résultant de la contraction de la part salariale.

Faire valoir que « les Grecs » souffriraient d'une éventuelle rupture d'avec l'euro, c'est oublier à quel point « ils », entendons les Grecs modestes, souffrent depuis cinq ans de récession allant jusqu'à la réduction des salaires pour ceux qui en ont encore, que le suicide en relation avec ce traitement de la crise y est quotidien, comme déjà plus ou moins en Italie, et que si les élections de juin provoquent un jour le retrait grec de l'euro, ce sera justement en raison d'une souffrance passée et actuelle insupportable. Peut-être connaissez-vous le blog Greek Crisis, <http://greekcrisis-now.blogspot.fr/>, tenu en français par l'historien et ethnologue Panagiotis Grigoriou.

En réalité la science économique

n'existe pas. J'ai étudié cette discipline pendant quatre ans à l'université, et je la tiens pour un discours de légitimation de l'injustice. Bien sûr, je n'ai pas trouvé ça tout seul. Quelques solides auteurs sont à mes côtés. Ainsi Frédéric Lordon, qui vient de le réaffirmer avec force dans son blog, sous le titre « Euro, terminus ? ». Il n'y a pas de science économique, dit-il, il y a une économie politique, il y a la politique, et cette dernière se caractérise en ce moment, en Grèce particulièrement, après l'Islande à sa façon, par l'irruption sur la scène de l'acteur que les pouvoirs veulent à tout prix tenir à l'écart : le peuple, le corps social, les gens d'en-bas, les pauvres.

À 90 ans, J.K. Galbraith n'a pu qu'intituler son testament d'économiste *Les mensonges de l'économie*, et à côté de quelques rares économistes hétérodoxes, l'un des commentateurs les plus pertinents de la situation actuelle n'est pas économiste, mais anthropologue, c'est le Belge Paul Jorion, dont je ne peux que vous recommander les ouvrages et le blog, qui est en soi un phénomène de l'Internet

<http://www.pauljorion.com/blog/>.

Vous aurez une illustration de ce que ces considérations, lectures et réflexions peuvent produire pour l'amateur que je suis, qui préférerait ne s'occuper que de son jardin, mais que l'indignation rattrape régulièrement, en consultant le blog où je suis en train de rassembler mes archives éparpillées sur le net ou dans des courriers électroniques :

<http://condrozbelge.com/>

Bien à vous, Guy Leboutte

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

www.local.attac.org/liege



Mercredi 13 juin, à 19h00

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

Mercredi 13 juin, à 19h00*

Ciné-club autour du film « Catastroïka », de Katerina Kitidi et Aris Chatzistefanou, un documentaire sur la catastrophe récurrente que représentent les privatisations un peu partout dans le monde.

Samedi 16 juin, à 10h00

Conférence : « La démocratie, entre confusionnisme et décadence », par Englebert Renier.
Au Centre Leonardo da Vinci, 86, rue Cockerill à Seraing

Mercredi 20 juin à 19h30

Souper et conférence de fin d'année scolaire avec Arnaud Zacharie (secrétaire général du CNCND) « Comment sortit du nouveau désordre mondial ? »
À l'Aquilone, 25, bd Saucy, 4020 Liège

Lundi 2 juillet, à 19h30

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège
Chez Christine (adresse disponible au secrétariat)

Lundi 20 août, à 18h00

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège
Chez Marianne et Yani (adresse disponible au secrétariat)

Samedi 8 et dimanche 9 septembre

Université d'Attac sur le thème « Dette ? Austérité ? NON ! Pour une Europe des peuples »
Au Centre culturel de Seraing, 44, rue Renaud Strivay à 4100 Seraing

Mercredi 12 septembre, à 19h00

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

Samedi 22 septembre de 13 à 18 h

Dans le cadre du Tempo Color, le centre de Liège s'animerait de « Points Colères » : des animations, des stands, des ateliers... ATTAC, le CADTM, Entraide et Fraternité/Vivre Ensemble seront sur la place Saint Lambert et proposeront des spectacles de rue et des échanges avec le public sur le thème de la dette, de l'austérité, des banques publiques...

Lundi 24 septembre, à 19h30*

Première soirée du nouveau cycle « Dictature des marchés contre démocratie » (voir présentation page 9).
Les participants se détermineront leurs priorités parmi les thèmes proposés et choisiront les jours et dates de leurs rencontres suivantes. (Si vous n'êtes pas libre le 24/09, mais souhaitez participer aux rencontres suivantes, vous pouvez faire part de vos disponibilités auprès du secrétariat.)

Lundi 1er octobre, à 19h30*

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège

Samedi 6 octobre

Nuit blanche contre listes noires
Dans différents endroits de Liège

Mercredi 10 octobre, à 19h00

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

Samedi 13 et dimanche 14 octobre

Participation à la Foire du Livre politique
Manège (ancienne Caserne Fonck), rue Ransonnet, 4020 Liège
<http://www.lafoiredulivre.net/>

Lundi 5 novembre, à 19h30*

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège

Mercredi 14 novembre, à 19h00

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

Samedi 17 novembre, de 10h00 à 17h00

Journée de formation sur le thème : « Les coûts du nucléaire »
A la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

Lundi 3 décembre, à 19h30*

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège

Mercredi 12 décembre, à 19h00

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ».
Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

*** Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée**